

Procès-verbal

(Mis à jour le 18 septembre 2024)

283^e réunion du Comité de direction

20, 21 et 22 juin 2024

Château Montebello, Montebello, Québec

Sont présents :

Membres du Comité de direction

Peter McInnis, président (ST.FXAUT), président d'assemblée
Robin Whitaker, vice-présidente (MUNFA)
Brenda Austin-Smith, présidente sortante (UMFA)
Michael Arfken, président, Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (UPEIFA)
Fabienne Cyrius, coprésidente, Comité de l'équité (APTPUC)
Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)
Jennifer Dekker, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (APUO)
Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Patrick Noël, représentant ordinaire (Francophone) (APPUSB)
Nick Papatheodorakos, président, Comité du personnel académique contractuel (CUPFA)
Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
Susan Spronk, coprésidente, Comité de l'équité (APUO)
Claudia Steinke, représentante ordinaire (Général) (ULFA)
David Robinson, directeur général

Personnel de l'ACPPU

Tony Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations
Sarah Godwin, directrice des services des relations du travail et avocate principale
Isaac Cockburn, directeur intérimaire des actions politiques et des communications
Margaret McGovern-Potié, cheffe des services exécutifs

N'ont pu assister :

Michael Shaw, président, Comité de la négociation collective et de l'organisation (UMFA)
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)

Remarques préliminaires et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres présents à la 283^e réunion du Comité de direction de l'ACPPU. Il fait observer que la présente réunion se tient sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple Abenaki et de la confédération Wabenaki, et du peuple algonquin Anishnaabeg.

01. Aperçu de l'ordre du jour de la séance d'orientation et de planification

Le président donne un aperçu de la séance d'orientation et de planification.

02. Nominations

A. Comité du personnel

NOËL/JEANRIE : QUE Robin Whitaker (vice-présidente) soit nommée membre du Comité du personnel.

ADOPTÉE

B. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

PAPATHEODORAKOS/JEANRIE : QUE Peter McInnis (président), Brenda Austin-Smith (présidente sortante), Robin Whitaker (vice-présidente), Yalla Sangaré (trésorier) et Michael Arfken (président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi) soient nommés administratrices et administrateurs de la Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés pour 2024-2025.

ADOPTÉE

C. Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU

DEKKER/JEANRIE : QUE Peter McInnis (président), Brenda Austin-Smith (présidente sortante), Robin Whitaker (vice-présidente), Yalla Sangaré (trésorier) et Michael Arfken (président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi) soient nommés administratrices et administrateurs du Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU pour 2024-2025.

ADOPTÉE

03. Revue du Guide à l'usage des membres de la direction

Le directeur général passe en revue les éléments du Guide 2024 à l'usage des membres de la direction.

04. Planification et priorités

A. Examen du plan des opérations et des priorités de l'ACPPU

T. Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations, donne un aperçu du plan des opérations de l'ACPPU pour 2023-2024.

B. ACPPU et justice climatique

Le Comité de direction tient une discussion sur les façons dont l'ACPPU pourrait continuer à contribuer à la cause de la justice climatique.

C. 75^e anniversaire de l'ACPPU en 2026

Le Comité de direction discute des façons dont l'organisation pourrait célébrer son 75^e anniversaire en 2026.

05. Planification et priorités

A. Gouvernance et opérations de l'ACPPU

Le Comité de direction tient un débat sur la structure de gouvernance de l'ACPPU (Conseil, Comité de direction et comités) afin de cerner les lacunes et les défis à relever.

Le Comité de direction passe en revue le mandat du Comité du personnel académique contractuel en ce qui concerne la procédure de nomination pour la sélection des membres du comité.

B. Campagne électorale fédérale de 2025

Brad Lavigne, consultant auprès de Counsel Public Affairs Inc., présente les résultats d'une enquête sur les attitudes et les opinions des Canadiennes et Canadiens à l'égard des enjeux de l'enseignement postsecondaire.

I. Cockburn, directeur intérimaire des actions politiques et des communications, présente une proposition de campagne électorale fédérale visant l'atteinte des objectifs suivants : renforcer les sentiments positifs des Canadiennes et Canadiens à l'égard du personnel académique; accroître la visibilité de l'ACPPU dans l'écosystème politique et médiatique canadien; et pousser les députées et députés et les candidates et candidats en exercice à devenir ou à rester des défenseurs de l'enseignement postsecondaire public. Il présente le calendrier de la campagne qui sera lancée à l'automne à l'occasion de la Journée de la Colline du Parlement, et fait des suggestions sur les messages, les objectifs et les publics cibles de la campagne.

06. Planification et priorités (suite)

A. Conférences et forums de l'ACPPU

Le directeur général donne un aperçu des conférences, forums et réunions de l'ACPPU. Le Comité de direction discute des façons dont toutes les activités de l'ACPPU pourraient mieux s'aligner sur la stratégie d'organisation adoptée par l'ACPPU.

B. Associations provinciales

Le Comité de direction discute des défis auxquels font face certaines associations provinciales membres et de la façon dont l'ACPPU peut mieux les soutenir.

C. Boycotts académiques

Le Comité de direction débat de la question des boycotts académiques. La question est renvoyée au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi.

07. Planification et priorités (suite)

A. Postes axés principalement sur l'enseignement

Le Comité de direction discute de la possibilité de revoir la position de l'ACPPU sur les postes axés principalement sur l'enseignement.

B. Élaboration de scénarios : Se préparer pour le cas où Pierre Poilievre serait élu premier ministre

Le Comité de direction réfléchit aux conséquences que pourrait entraîner la victoire probable du Parti conservateur aux prochaines élections fédérales.

08. Adoption de l'ordre du jour

WHITAKER/JEANRIE : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

09. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

JEANRIE/AUSTIN-SMITH : QUE le procès-verbal de la réunion du Comité de direction tenue les 23 et 24 avril 2024 soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

10. Suivi des réunions précédentes

A. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

11. Rapport du président

Le président rend compte des activités auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction et l'assemblée du Conseil tenues en avril. Il a assisté à l'assemblée générale annuelle de la Confederation of University Faculty Associations of BC (CUFA-BC) ainsi qu'à la cérémonie de remise des prix qui s'est tenue les 1^{er} et 2 mai à Victoria. Il a assisté également, les 25 et 26 mai à Toronto, à l'assemblée du conseil de l'Union des Associations des Professeurs des Universités de l'Ontario (OCUFA).

Il rend compte de sa participation virtuelle aux assemblées générales annuelles de plusieurs associations membres : la Toronto Metropolitan Faculty Association (TFA), le 6 mai à Toronto; la Brock University Faculty Association (BUFA), le 7 mai à St. Catharines; la Francis Xavier University Association of University Teachers

(StFXAUT), le 8 mai à Antigonish); la University of Manitoba Faculty Association (UMFA), le 15 mai à Winnipeg); la Grant MacEwan University Faculty Association (GMUFA), 15 mai à Edmonton; la Dalhousie Faculty Association (DFA), le 16 mai à Halifax; l'Association des professeures et professeurs de l'Université Laurentienne (APPUL), le 17 mai à Thunder Bay; l'Acadia University Faculty Association (AUFA), le 22 mai à Athabasca.

Il rend compte du Forum pour les nouvelles présidentes et les nouveaux présidents, qui s'est tenu à Ottawa les 7 et 8 juin.

Avec d'autres membres du Comité de direction, il a rejoint les piquets volants de la Caisse de défense à Montréal pour soutenir l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD) pendant sa grève. Il souligne que le Congrès des sciences humaines s'est tenu du 11 au 21 juin sur le campus de l'Université McGill. L'ACPPU encourage le personnel académique participant au congrès à respecter les lignes de piquetage de l'AMPD et à déplacer les activités hors du campus de McGill si la grève se poursuit.

12. Questions découlant de la séance de planification et de l'établissement des priorités

- 1) En ce qui concerne *le point 04 (B) de l'ordre du jour, Justice climatique*, le Comité de direction convient que la vice-présidente R. Whitaker lui présentera des recommandations sur les façons dont l'ACPPU pourrait contribuer à la cause de la justice climatique.
- 2) En ce qui concerne *le point 04 (C) de l'ordre du jour, 75^e anniversaire de l'ACPPU en 2026*, le Comité de direction convient qu'il serait important de souligner l'étape importante franchie par l'association. Le directeur général recommande que les membres réfléchissent à des moyens de célébrer l'événement et de présenter des idées lors de la réunion du Comité de direction en septembre. Il assurera le suivi avec le personnel et présentera un rapport par la suite.
- 3) En ce qui concerne *le point 05 (C)(4) de l'ordre du jour, Mandat du Comité du personnel académique contractuel*, le Comité de direction recommande que le mandat du Comité du personnel académique contractuel soit modifié pour s'aligner sur celui des autres comités de l'ACPPU en ce qui a trait au mode de sélection des membres. Le directeur général portera cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité du personnel académique contractuel.
- 4) En ce qui concerne *le point 05 (B) de l'ordre du jour, Campagne électorale fédérale de 2025*, le Comité de direction recommande que l'ACPPU prépare un résumé des données de sondage qui ont été présentées et qu'elle élabore une note de synthèse pour une campagne électorale fédérale que le Comité de direction pourrait examiner.
- 5) En ce qui concerne *le point 06 (A) de l'ordre du jour, Conférences et forums de l'ACPPU*, le Comité de direction convient que les forums de l'ACPPU devraient être

davantage axés sur l'éducation et l'organisation.

- 6) En ce qui concerne *le point 06 (B) de l'ordre du jour, Associations provinciales*, le Comité de direction souligne l'importance de contribuer au renforcement des associations nationales et provinciales.
- 7) En ce qui concerne *le point 06 (C) de l'ordre du jour, Boycotts académiques*, le Comité de direction recommande d'ajouter ce point à l'ordre du jour de la réunion d'août du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi.
- 8) En ce qui concerne *le point 07 (A) de l'ordre du jour, Postes axés principalement sur l'enseignement*, le Comité de direction recommande à l'ACPPU de revoir sa position actuelle et d'élaborer un énoncé de principes sur les nominations à des postes axés principalement sur l'enseignement.

WHITAKER/NEWHOUSE : QUE le Comité de direction crée un sous-groupe du Comité de direction chargé de rédiger un énoncé de principes sur les nominations à des postes axés principalement sur l'enseignement.

ADOPTÉE

(N. Papatheodorakos, M. Schroeder, D. Newhouse et R. Whitaker acceptent de se joindre au sous-groupe.)

13. Rapport du directeur général

A. Sujets de préoccupation

1) Liberté académique et sécurité de la recherche

Le directeur général fait état des nouvelles lignes directrices sur la sécurité de la recherche mises en place par le gouvernement fédéral et des préoccupations relatives à la liberté académique. L'ACPPU continue de surveiller l'impact de ces nouvelles initiatives.

2) Israël/Palestine

a. Université métropolitaine de Toronto

Le directeur général rend compte des conclusions d'une enquête externe sur une lettre signée par des étudiants de la Lincoln Alexander School of Law de l'Université métropolitaine de Toronto. L'enquête a conclu que la lettre n'enfreignait pas le code de conduite des étudiants et qu'elle n'était pas non plus antisémite. Elle a constaté que les auteurs des allégations d'antisémitisme ont mal interprété les intentions des participants et les ont marquées d'une manière qui a eu des conséquences négatives sur le plan personnel et professionnel.

b. Manifestations et campements

Le directeur général présente un rapport sur les manifestations et les

campements de protestation sur les campus canadiens en lien avec le conflit israélo-palestinien. Il fait remarquer que l'alinéa 2c) de la Charte garantit le droit de participer à des manifestations pacifiques, des protestations, des défilés, des réunions, des piquets de grève et d'autres rassemblements. Il fait mention des *lignes directrices de Vienne* sur l'interprétation des rassemblements pacifiques, qui mettent l'accent sur la neutralité du contenu, la proportionnalité et les obligations positives qu'ont les autorités de protéger un rassemblement.

L'ACPPU a publié une déclaration à ce sujet : « Les restrictions en matière de liberté d'expression et de protestation ne peuvent être justifiées que par des preuves claires, objectives et démontrables de danger pour des personnes, de violations graves de la loi et de perturbations majeures des activités essentielles d'une université ou d'un collège. »

c. Neutralité institutionnelle

Le directeur général fait état de l'émergence d'établissements adoptant la « neutralité » à la suite des controverses sur Israël et la Palestine. Cette neutralité est souvent mal comprise et appliquée de manière sélective. Le Comité de direction a débattu de la question de savoir qui décide ou interprète ce qui constitue la fonction principale de l'établissement (Conseil, Sénat ou facultés et départements).

d. Université du Manitoba

Le directeur général fait état de la controverse suscitée par le discours de fin d'année au Max Rady College of Medicine. Le major de promotion a appelé à un cessez-le-feu à Gaza et a qualifié les actions d'Israël de « guerre génocidaire ». Le doyen a réagi en publiant une déclaration : « La liberté d'expression a des limites et s'accompagne de responsabilités... un discours de convocation est différent d'un cadre scolaire, différent d'un article d'opinion dans un journal – il s'agit d'une célébration académique pour une communauté diversifiée. »

Le directeur général indique que, suite à la motion adoptée lors de la dernière réunion du Comité de direction, il a pris des mesures pour produire un rapport sur les menaces pesant sur la liberté académique dans les universités et collèges canadiens, qui résultent des discussions et débats sur les événements survenus en Israël et en Palestine après le 7 octobre. Pour l'aider à établir ce rapport, il a formé un panel formé des membres suivants : Louis-Phillippe Lampron, Faculté de droit, Université Laval; Ariel Katz, Faculté de droit, Université de Toronto; et Nazanin Shahrokni, Université Simon Fraser.

3) Projet de loi 18 de l'Alberta

Le directeur général rend compte du projet de loi 18 de l'Alberta, *Provincial Priorities Act*, qui obligerait la province à approuver tout accord de financement entre une entité fédérale et une entité provinciale – y compris le financement de la recherche pour les universités et les collèges. Le projet de loi a été adopté par l'assemblée législative provinciale. L'ACPPU en surveillera la mise en œuvre.

B. Cas d'atteinte à la liberté académique

1) Collège Langara

Le directeur général rend compte du congédiement de la professeure Natalie Knight au Collège Langara.

2) Université Laval

Le directeur général fait le point sur le cas du professeur Patrick Provost de l'Université Laval. Ce professeur a été initialement suspendu pour des commentaires qu'il a formulés en remettant en question la sécurité et l'efficacité des vaccins contre la COVID-19 pour les enfants. Il a été congédié en avril.

3) Université Brock

Le directeur général fait rapport sur le cas d'un professeur de l'Université Brock qui fait face à une enquête potentielle par suite d'un article du *National Post* sur les billets qu'il a publiés sur son blogue au sujet d'Israël et de la Palestine.

4) Université du Nouveau-Brunswick

Le directeur général fait rapport sur le cas d'un professeur de l'Université du Nouveau-Brunswick qui a reçu un avis d'intrusion pour avoir participé à un campement et qui s'est vu interdire l'accès au campus Saint John pendant sept jours. L'Association des enseignants de l'Université du Nouveau-Brunswick (AUNBT) a déposé un grief.

C. Service d'arbitrage de l'ACPPU

1) Mount Royal (Widdowson)

Le directeur général fait le point sur le cas de la professeure Frances Widdowson à l'Université Mount Royal. L'ACPPU agit à titre de conseiller juridique par l'entremise de son service d'arbitrage.

2) Bishop's (Stonebanks)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le congédiement du professeur Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishop's. L'ACPPU offre un soutien juridique à l'Association des professeures et professeurs de l'Université Bishop's (APBU) par l'entremise de son service d'arbitrage.

3) Ottawa (Institut de recherche et d'études autochtones)

Le directeur général indique que l'ACPPU agit à titre de co-conseiller dans une affaire de prétendue discrimination systémique à l'Institut de recherche et d'études autochtones de l'Université d'Ottawa.

D. Décisions judiciaires et sentences arbitrales

Le directeur général rend compte de la décision judiciaire *Alter c. The University of British Columbia*.

14. Questions relatives aux membres

A. Université Saint Mary's

Le directeur général fait état des problèmes financiers persistants à l'Université Saint Mary's.

B. Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD)

Le directeur général souligne que l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD) a suspendu sa grève depuis hier et a repris le travail. L'administration a demandé au ministre du Travail de nommer un arbitre.

C. Association mcgillienne des professeur.e.s d'éducation

Le directeur général signale que l'Association mcgillienne des professeur.e.s d'éducation (AMPE) a déposé une demande d'accréditation, qui est en cours d'examen par le Tribunal du travail du Québec.

D. Association mcgillienne des professeur.e.s de la Faculté des arts

Le directeur général signale que l'Association mcgillienne des professeur.e.s de la Faculté des arts a déposé une demande d'accréditation.

E. Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke

Le directeur général annonce que le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS) a voté en faveur de son adhésion à l'ACPPU.

F. Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'Université du Québec à

Chicoutimi

Le directeur général indique que le Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'Université du Québec à Chicoutimi (SPPEUQAC) a manifesté le souhait d'adhérer à l'ACPPU.

G. Nominations aux comités relevant du Comité de direction et aux groupes de travail

1) Gouvernance

M. Schroeder et R. Whitaker se sont récusés de la discussion.

NOËL/DEKKER : QUE Marc Schroeder (représentant ordinaire – Général) soit reconduit dans ses fonctions de coprésident du Comité de la gouvernance.

ADOPTÉE

ARFKEN/PAPATHEODORAKOS : QUE Robin Whitaker (vice-présidente) soit reconduite dans ses fonctions de coprésidente du Comité de la gouvernance.

ADOPTÉE

DEKKER/JEANRIE : QUE Martin Devitt (Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario), Lynne Marks (University of Victoria Faculty Association), Nick Papatheodorakos (président du Comité du personnel académique contractuel), Patrick Phillips (York University Faculty Association), Elizabeth Quinlan (University of Saskatchewan Faculty Association), Kristine Smitka (Association of Academic Staff University of Alberta) et Julia Wright (Dalhousie Faculty Association) soient nommés membres du Comité de la gouvernance.

ADOPTÉE

2) Francophones

JEANRIE/NOËL : QUE Chantal Gagnon, Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPPUM), et Eftihia Mikelakas, Brandon University Faculty Association (BUFA), soient nommées membres du Comité des francophones.

ADOPTÉE

H. Nouveaux membres associés

Une liste de nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion à titre d'information.

I. Hearst

Le directeur général fait état d'une nouvelle mesure législative, *Projet de loi 185*, qui modifierait la *Loi sur l'Université de Hearst* afin de remplacer la constitution du

conseil d'administration par une entité plus petite, avec moins de représentation du personnel. L'ACPPU collabore avec l'Association des professeurs du Collège universitaire de Hearst (APUH) dans ce dossier.

J. Algoma

Le directeur général signale que l'ACPPU a donné suite à des préoccupations récentes concernant la gouvernance collégiale à l'Université Algoma.

15. Rapport sur les actions politiques et les communications

A. Actions politiques et lobbying

I. Cockburn, directeur intérimaire des actions politiques et des communications, mentionne que le Sénat a approuvé les modifications proposées à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) qui visent à exclure de la loi les établissements d'enseignement postsecondaire financés par l'État. L'équipe chargée des actions politiques et des communications collaborera avec les ministères gouvernementaux concernés à la mise en œuvre de la loi.

Il indique que le projet de loi C-70, *Loi concernant la lutte contre l'ingérence étrangère*, a reçu la sanction royale le 20 juin.

L'ACPPU poursuit son travail d'organisation et de défense des intérêts dans le cadre du projet de loi 18 de l'Alberta, *Provincial Priorities Act, 2024*.

1) Projet de loi C-59

I. Cockburn fait le point sur le *projet de loi C-59*.

2) Restructuration des trois Conseils

Le directeur général indique que le gouvernement propose que les trois organismes subventionnaires fédéraux – les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) – soient fusionnés au sein d'un nouveau système de gestion des subventions. L'ACPPU suit de près cette restructuration afin de s'assurer que l'indépendance des organismes subventionnaires n'est pas compromise.

3) Étude de la répartition du financement du gouvernement fédéral entre les établissements postsecondaires du Canada

Une copie du mémoire présenté en mai 2024 par l'ACPPU au Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes est incluse dans les documents de la réunion à titre d'information.

4) Budget 2024

Une copie de la lettre de l'ACPPU au ministre des Finances en réponse au budget 2024 est incluse dans les documents de la réunion à titre d'information.

B. Campagnes

I. Cockburn fait le point sur les préparatifs de la campagne de la Semaine de l'équité d'emploi, qui se déroulera du 21 au 25 octobre.

C. Programme de formation

I. Cockburn présente le programme de formation de l'ACPPU pour l'automne et l'hiver.

D. Publications

1) Rapport du comité des publications

La vice-présidente de l'ACPPU, qui est présidente du comité des publications, rend compte de la réunion du comité.

2) Rapport du comité de direction du Journal de l'ACPPU

La vice-présidente fait le point sur les activités du Journal de l'ACPPU. Elle parle d'un numéro spécial à venir, intitulé *Le militantisme syndical des travailleurs de l'information de l'enseignement postsecondaire*, dirigé par Jennifer Dekker (Université d'Ottawa). Les soumissions ont été soumises au processus d'évaluation par les pairs et sont en cours de finalisation pour publication.

Elle parle également d'un nouveau numéro spécial du Journal, intitulé *Faire de l'équité une question de justice en matière d'emploi : Succès, faux pas et échecs*, qui sera dirigé par la professeure Alison Hearn (Université Western) et le professeur Momin Rahman (Université Trent).

16. Rapport sur les relations de travail et les services juridiques

A. Négociation collective

S. Godwin, directrice des services des relations de travail et avocate principale, donne un aperçu des conventions collectives conclues par les associations membres depuis avril 2024 ainsi que des tendances actuelles en matière de négociation collective. Elle souligne le soutien apporté à l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD) pendant son mouvement de grève. Elle fait remarquer que les réunions de mise à jour des négociations collectives nationales, qui ont lieu toutes les deux semaines, se déroulent très bien.

1) Urgence financière

B. Recherche

S. Godwin rend compte des travaux de recherche de l'ACPPU, y compris les mises à jour en cours du tableau de bord de la négociation collective; les données financières actualisées des universités (2021-2022); les données salariales des universités (2023-2024) qui seront publiées en juin; les données mises à jour sur les taux de cotisation; les informations collectées sur les filières d'enseignement.

Les résultats de l'enquête de 2023 sur les salaires des bibliothécaires et des archivistes (ESBA) seront communiqués aux membres cet été. Le personnel soutient également le Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtone (APSEWG) dans le cadre d'une enquête nationale sur les expériences du personnel académique autochtone dans les collèges et les universités.

C. Services juridiques

S. Godwin fait le point sur le cas de Frances Widdowson à l'Université Mount Royal et sur le cas de Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishops. Elle indique que l'équipe juridique a travaillé sur plusieurs mises à jour juridiques et qu'elle prépare un avis juridique sur l'obligation d'adaptation. Le personnel juridique a également fourni des conseils sur les campements d'étudiants.

17. Questions financières et administratives

A. Demandes de dégageement

T. Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations, passe en revue la politique de l'ACPPU sur le dégageement. Il souligne que celle-ci a été mise à jour lors de l'assemblée printanière du Conseil pour tenir compte des procédures révisées de traitement des demandes de dégageement présentées par les membres du Comité de direction. Les membres ont fait part de leur option de paiement préférée pour le dégageement.

B. Demandes d'aide financière

Aucune demande d'aide financière n'est à l'étude.

C. Politiques financières

1) Politique administrative sur l'affectation et la gestion des fonds de l'ACPPU

Le Comité de direction examine le projet de politique administrative sur l'affectation et la gestion des fonds de l'ACPPU.

NOËL/CYRIUS : QUE le Comité de direction approuve le projet de politique administrative sur l'affectation et la gestion des fonds de l'ACPPU.

ADOPTÉE

18. Affaires internationales

A. Internationale de l'Éducation

Le directeur général indique que le Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) se tiendra du 26 juillet au 2 août à Buenos Aires, en Argentine. L'ACPPU, la Fédération américaine des enseignantes et enseignants (AFT) et l'University College Union (UCU) du Royaume-Uni y présenteront une résolution conjointe sur la liberté académique. Une copie de la résolution, intitulée *S'organiser contre les attaques politiques et idéologiques contre la liberté académique*, est incluse dans les documents de la réunion à titre d'information. Il mentionne qu'une réunion du caucus de l'enseignement supérieur se tiendra également avant le congrès.

B. Partenariats de solidarité internationale

1) Syndicat du personnel académique des universités (UASU) du Kenya

Le directeur général fait le point sur la collaboration de l'ACPPU avec le Syndicat du personnel académique des universités (UASU) au Kenya.

2) Association des collègues et des chargés de cours du Zimbabwe (COLAZ)

Le directeur général fait le point sur les difficultés financières auxquelles est confrontée l'Association des collègues et des chargés de cours du Zimbabwe (COLAZ) en raison de la conjoncture économique du pays. Il souligne que le Comité de direction a autorisé en avril une contribution financière pour aider le syndicat dans ses activités.

C. Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation

Le directeur général indique que le rapport sur la liberté académique du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation sera publié le 26 juin.

19. Rapports des comités et des groupes de travail

A. Comités permanents du Conseil

1) Liberté académique et permanence de l'emploi

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, indique que le comité a créé des sous-comités chargés d'élaborer un énoncé de principes sur la liberté académique des départements et un énoncé de principes sur les enquêtes.

Le directeur général fait savoir qu'il travaille avec Michael Lynk à l'élaboration d'un ordre du jour préliminaire pour la conférence Harry-Crowe prévue en

février 2025.

2) Négociation collective et organisation

En l'absence de M. Shaw, président du Comité de la négociation collective et de l'organisation, aucun rapport n'est présenté.

3) Personnel académique contractuel

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler.

4) Équité

S. Spronk, coprésidente du Comité de l'équité, rend compte de la nouvelle documentation ajoutée à la Trousse de l'équité en ligne : *Pratiques prometteuses en matière de formation à l'équité, à la diversité et à l'inclusion*.

F. Cyrius, coprésidente du Comité de l'équité, indique que le comité a formé un sous-comité qui se penchera sur les dispositions de la négociation collective concernant la rémunération équitable, l'accessibilité, l'équité en matière d'emploi, les activités de service, la charge de travail et la formation en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI).

5) Bibliothécaires et archivistes

J. Dekker, présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, indique que le comité a organisé un webinaire sur le rôle de la Maîtrise en bibliothéconomie le 14 mai.

B. Comité relevant du Comité de direction

1) Personnel enseignant clinicien

Le directeur général indique qu'il travaille à l'organisation d'une réunion en ligne du Comité du personnel enseignant clinicien pour la fin du mois d'août.

2) Personnel académique des collègues et des universités

Le directeur général indique qu'il est en train de reconstituer le Comité du personnel académique des collègues et des universités et qu'il attend que les associations l'informent des candidates et candidats qu'elles entendent nommer au comité.

3) Comité des francophones

P. Noël, président du Comité des francophones, exprime son intérêt pour la planification d'une campagne nationale de sensibilisation à deux injustices auxquelles est confronté le personnel académique francophone : (1) les inégalités salariales pour le personnel académique francophone en poste dans des établissements francophones dans un contexte minoritaire; et (2) les obstacles à la recherche pour le personnel académique francophone en poste dans des établissements anglophones. Le directeur général fera un suivi avec le personnel sur les options possibles et la faisabilité d'entreprendre ce travail.

4) Comité de la gouvernance

R. Whitaker, coprésidente du Comité de la gouvernance, indique que le comité est en train de finaliser la nouvelle bibliothèque de gouvernance et compte lancer l'outil à l'automne.

C. Groupes de travail

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, mentionne que le groupe de travail s'est réuni en ligne la semaine dernière pour élaborer l'ordre du jour de la prochaine conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, qui aura lieu les 4 et 5 octobre à Regina. Le groupe de travail se réunira en personne le 3 octobre dans le cadre de la conférence. Il travaille également à l'élaboration d'une enquête sur les expériences du personnel académique autochtone et révisé le numéro de *l'Actualité en négociation* sur l'autochtonisation du milieu académique.

20. Revue des énoncés de principes et des clauses modèles

A. Revue quinquennale

- 1) Aucun énoncé de principes n'est à l'étude.

21. Réunions, assemblées et conférences

A. Participation à des réunions et assemblées

- 1) Confederation of University Faculty Associations of BC (Conseil de la CUFA-BC) (1^{er} et 2 mai, Victoria)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 2) AGA de la University of Western Ontario Faculty Association (UWOFA) (1^{er} mai, London)

La vice-présidente a assisté à l'assemblée générale annuelle de la University of Western Ontario Faculty Association (UWOFA), qui s'est tenue le 1^{er} mai à

London.

- 3) AGA de la Toronto Metropolitan Faculty Association (TFA) (6 mai, Toronto)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 4) AGA de la Brock University Faculty Association (BUFA) (7 mai, St. Catharines)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 5) AGA de la Francis Xavier University Association of University Teachers (StFXAUT) (8 mai, Antigonish)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 6) AGA de l'Association des professeurs et professionnels de l'Université de Saint-Boniface (APPUSB) (9 mai, Winnipeg)

Le trésorier a assisté à l'assemblée générale annuelle de l'Association des professeurs et professionnels de l'Université de Saint-Boniface (APPUSB), qui s'est tenue le 9 mai à Winnipeg.

- 7) AGA de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB) (9 mai, Fredericton)

La vice-présidente a assisté à l'assemblée générale annuelle de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB), qui s'est tenue le 9 mai à Fredericton.

- 8) Conférence annuelle de l'Alberta Colleges and Institutes Faculty Association (ACIFA) (12 au 14 mai, Jasper)

Le directeur général rend compte de sa participation à la conférence annuelle de l'Alberta Colleges and Institutes Faculty Association (ACIFA), qui s'est tenue du 12 au 14 mai à Jasper.

- 9) AGA de la Federation of Post-Secondary Educators of BC (FPSE) (13 au 16 mai, Surrey)

Le directeur général rend compte de sa participation à l'AGA de la Federation of Post-Secondary Educators of British Columbia (FPSE-BC), qui s'est tenue du 13 au 16 mai à Surrey.

- 10) AGA de la University of Manitoba Faculty Association (UMFA) (15 mai, Winnipeg)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 11) AGA de la Grant MacEwan University Faculty Association (GMUFA) (15 mai, Edmonton)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 12) AGA de la Dalhousie Faculty Association (DFA) (16 mai, Halifax)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 13) AGA de l'Association des professeures et professeurs de l'Université Laurentienne (APPUL) (17 mai, Thunder Bay)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 14) AGA de l'Acadia University Faculty Association (AUFA) (22 mai, Athabasca)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 15) Assemblée du Conseil de l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario (OCUFA) (25 et 26 mai, Toronto)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

- 16) Réunion du comité A de l'American Association of University Professors (AAUP) (31 mai-1^{er} juin, Washington)

Le directeur général rend compte de sa participation à la réunion du comité A de l'American Association of University Professors (AAUP), qui s'est tenue le 31 mai et le 1^{er} juin à Washington.

- 17) Forum pour les nouvelles présidentes et les nouveaux présidents (7 et 8 juin, Ottawa)

Cette question est traitée au *point 11., Rapport du président.*

La vice-présidente a assisté virtuellement à l'assemblée générale annuelle de la Simon Fraser University Faculty Association (SFUFA), qui s'est tenue le 8 mai.

La vice-présidente et le directeur général ont assisté virtuellement à la conférence de Dialogue sur le Partenariat pour les professionnels de la santé, qui s'est tenue le 12 juin.

B. Réunions et conférences prochaines (à titre d'information)

Le président met l'accent sur les prochaines réunions suivantes à titre d'information.

- 1) Réunions des comités (23 et 24 août, Ottawa)
- 2) Réunion du Comité de direction (27 et 28 septembre, Ottawa)
- 3) Conférence du personnel académique autochtone (4 et 5 octobre, Regina)

22. Organismes affiliés et associés

A. Fondation Harry-Crowe

Le président signale que la prochaine conférence Harry-Crowe aura lieu les 7 et 8 février 2025 à Calgary.

B. Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU)

R. Whitaker, présidente du SNACPPU, indique que le Congrès du travail du Canada (CTC) tiendra sa Journée nationale de lobbying le 26 novembre 2024 à Ottawa. Le CTC lance sa nouvelle campagne « Travailler pour l'avenir » et encourage ses membres à s'inscrire pour recevoir des mises à jour sur les actions et les activités de la campagne.

C. Caisse de défense de l'ACPPU

S. Godwin, directrice des services de relations du travail et avocate principale, indique que la planification de l'assemblée générale annuelle de la Caisse de défense de l'ACPPU, qui aura lieu le 19 octobre à Montréal, est en cours.

D. Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid

B. Austin-Smith, présidente sortante, indique que les administratrices et administrateurs de la Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid se réuniront en juillet pour examiner les candidatures reçues pour la bourse de 2024-2025.

E. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Le président indique que les administratrices et administrateurs de la Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés se sont réunis le 20 juin.

F. Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU

Le président indique que les administratrices et administrateurs du Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU se sont réunis le 20 juin et ont élu les dirigeantes et dirigeants pour 2024-2025. Peter McInnis a été élu président, Robin Whitaker a été élue vice-présidente, David Robinson a été élu secrétaire et Yalla Sangaré a été élu trésorier. Brenda Austin-Smith (présidente sortante) et Michael Arfken (président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi) sont membres du conseil d'administration.

23. Coalitions et partenariats

A. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

I. Cockburn, directeur intérimaire des actions politiques et des communications, rend compte de la réunion de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles qui s'est tenue le 29 mai 2024 dans les bureaux de l'ACPPU.

B. Consortium canadien pour la recherche

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

C. Réseau pour l'éducation publique

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

24. Éléments d'information

Le directeur général attire l'attention sur plusieurs articles de presse inclus à titre d'information dans le dossier de réunion :

A. *After publishing an article critical of Israel, Columbia Law Review's website is shut down by board*, par Jake Offenhartz, New York, The Associated Press, 4 juin 2024.

B. *A Palestinian Professor Spoke Out Against the Gaza War. Israel Detained Her*, par Damien Cave et Rawan Sheikh Ahmad, The New York Times, 12 juin 2024.

C. *Manufacturing Backlash: Right-Wing Think Tanks and Legislative Attacks on Higher Education, 2021–2023*, par Isaac Kamola, American Association of University Professors, juin 2024.

D. *What the 'Antisemitism Awareness' Bill Could Mean for Higher Ed*, par Katherine Kott, Inside Higher Ed, 3 mai 2024.

25. Questions diverses

Il n'y a pas d'autres questions à l'étude.

26. Questions relatives aux effectifs

A. Rapport du comité du personnel

B. Austin-Smith, présidente du comité du personnel, fait rapport sur la réunion du comité du personnel qui s'est tenue le 21 juin.

B. Affaires concernant la direction (huis clos)

NOËL/SCHROEDER : QUE la séance se déroule à huis clos.

ADOPTÉE

NOËL/PAPATHEODORAKOS : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée 15 h 55.

Décisions prises par le Comité de direction entre les réunions

Par vote électronique effectué entre les 13 et 15 août, les motions suivantes ont été approuvées à l'unanimité par le Comité de direction :

- **MCINNIS/WHITAKER : QUE** le Comité de direction approuve la politique administrative révisée sur l'affectation et la gestion des fonds de l'ACPPU.

ADOPTÉE
- **MCINNIS/AUSTIN-SMITH : QUE** les fonds non affectés de l'ACPPU au 30 juin 2024 soient répartis conformément à la politique administrative sur l'affectation et la gestion des fonds de l'ACPPU.

ADOPTÉE